

Des états d'âme à Vingt-huit moins un

■ Tout en mettant la pression sur Londres, les vingt-sept autres Etats membres vont devoir se livrer à une catharsis collective.

Tous sur la même longueur d'onde, ou presque. Les dirigeants européens étaient rassemblés à Bruxelles, ce mardi, où le Premier ministre britannique David Cameron est venu leur faire ses adieux, leur fournir quelques explications et, espéraient-ils, éclairer quelque peu leur lanterne sur les suites de la saga "Brexit".

Une réunion dont, à vrai dire, ils attendaient peu de chose, l'actuel locataire du 10 Downing Street ayant déjà fait savoir qu'il n'entendait pas gérer les conséquences dramatiques de son pari politique raté. Tout au plus pouvaient-ils espérer certaines clarifications sur le timing envisagé par Londres pour déclencher officiellement le processus de divorce avec l'Union. Mais aussi, comme cela a été diplomatiquement suggéré au Royaume-Uni, que le gouvernement britannique renonce de son propre chef à assumer la présidence tournante du Conseil de l'UE, qui lui est normalement dévolue au second semestre 2017. Question d'élégance.

De son côté, le Parti conservateur a annoncé que le successeur de David Cameron serait désigné le 9 septembre prochain. Ce qui laisse deux mois aux responsables britanniques pour combler leur incroyable impréparation de l'après-Brexit et se mettre en ordre de bataille pour les longues et pénibles négociations qui devraient s'ensuivre. De l'autre côté de la Manche, l'objectif est donc d'obtenir officiellement la notification de séparation le plus rapidement possible après cette désignation afin d'entamer les hostilités sans traîner.

La Commission attaquée par le flanc Est

Les vingt-sept autres Etats membres, le Parlement et la Commission s'étaient d'ailleurs donné le mot ce mardi pour faire passer ce message. *"Même si on est bien conscients que pour l'instant personne n'est en mesure de prendre cette décision dans le camp du Brexit et de dire ce qu'ils entendent faire de cette négociation"*, nuance un diplomate. *"Le plus tôt sera le mieux"*, ajoute-t-il, *mais cela ne veut pas dire tomber dans une précipitation inutile.* En attendant, *"on ne négocie ni formellement ni informellement avec les Britanniques tant que l'étape de la notification n'aura pas été franchie"*, martèle un de ses collègues, n'excluant cependant pas *"de nouvelles surprises"*. Une consigne de fermeté que Jean-Claude Juncker a également fait passer à ses commissaires.

Pour leur part, les Vingt-sept tiendront ce mercredi une première réunion informelle pour tirer les leçons de ce gâchis et lancer une réflexion sur l'avenir de l'UE. Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a également proposé l'organisation d'une deuxième réunion de ce type en septembre à Bratislava.

Mais les débats s'annoncent loin d'être simples. Alors que la France, l'Italie et l'Allemagne ont formulé lundi soir une série de propositions (autour de la sécurité, la croissance, l'emploi et d'initiatives en faveur de la jeunesse) visant à remettre de l'essence dans le moteur communautaire, le chef de la diplomatie polonaise, Witold Waszczykowski, s'est livré à une

charge en règle contre la Commission européenne, accusant ses dirigeants d'être responsables du Brexit et appelant à leur démission. Avec ses alliés du groupe de Visegrad (la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie), Varsovie souhaite ainsi voir les pouvoirs dévolus aux institutions européennes – et singulièrement ceux de la Commission – amoindris au profit des Etats membres et des Parlements nationaux.

Une sortie qualifiée de “gesticulations”

par un diplomate et que relativise un “insider” du Conseil européen. *“Cela ressemble à une prise de position revancharde de pays qui n'ont pas apprécié l'attitude de la Commission qui veut imposer des quotas de répartition dans le dossier de l'asile”,* commente-t-il. *“Sur le fond, ce débat ne peut pas se résumer à une confrontation entre le camp de ceux qui veulent plus d'intégration et celui de ceux qui veulent un rapatriement des pouvoirs au niveau national. Il y a des voies intermédiaires. La seule réalité, c'est qu'avec le Brexit, tout le monde sait que l'on ne peut plus échapper à une analyse en profondeur pour savoir ce que l'on veut faire du projet européen.”*

Gilles Toussaint

Épingle

A deux, c'est mieux

Les Etats membres tenteraient-ils d'écarter la Commission du

processus de négociation du divorce avec le Royaume-Uni ? Le bruit a couru ces dernières heures dans les couloirs bruxellois suite, notamment, à l'annonce de la désignation du Belge Didier Seeuws à la tête d'un groupe de travail “Brexit” au sein du Conseil européen. De l'enfumage, selon plusieurs sources au fait du dossier. “C'est

vraiment le genre de débat ridicule qui renvoie au public une mauvaise image de l'UE”, déplore un résident du Juste Lipse (le siège du Conseil), rappelant que les traités confient clairement à la Commission le rôle de mener ces discussions. *“Mais on va travailler ensemble comme on le fait dans les autres dossiers. Et il est logique que le Conseil, qui n'avait évidemment pas de département “Brexit”, organise son propre groupe de travail. Tout le monde sera impliqué car personne ne sait où on va. On essaie juste de préparer les choses au mieux.”* **G.T.**

“L'Union européenne est prête à commencer la procédure de divorce dès aujourd'hui, sans enthousiasme comme vous l'imaginez.”

DONALD TUSK

“Ce n'est pas le scénario dont nous rêvions”, a admis le président du Conseil européen qui a proposé la tenue d'un sommet “informel” à vingt-sept sur l'avenir de l'Union en septembre, probablement à Bratislava, la Slovaquie prenant vendredi la présidence tournante du Conseil de l'Union.

“Nous nous demandons si la direction de la Commission européenne [...] est habilitée à rester en fonction.”

WITOLD WASZCZYKOWSKI

Le ministre polonais des Affaires étrangères s'est fendu d'une charge contre l'équipe Juncker, réclamant sa démission, ainsi que la réduction des pouvoirs de la Commission en faveur du Conseil européen *“composé de représentants politiques qui ont un mandat démocratique”*. Le Premier ministre tchèque, Bohuslav Sobotka, est sur la même ligne que Varsovie.

“Je ne suis ni fatigué ni malade.”

JEAN-CLAUDE JUNCKER

S'adressant mardi au Parlement européen, le président de la Commission européenne a assuré qu'il ne démissionnerait pas, malgré le référendum britannique et les spéculations sur sa santé, relayées par certains médias. *“Je lutterai jusqu'au bout en faveur d'une Europe unie.”*

“En tout cas, je suis toujours en vie, ha!”

ELIZABETH II D'ANGLETERRE

Ainsi a répondu la Reine au vice-Premier ministre d'Irlande du Nord, Martin McGuinness, qui lui demandait comment elle allait, ce mardi. Contrairement au référendum sur l'indépendance de l'Ecosse en 2014 où le non l'a emporté, Elizabeth II n'a pas officiellement commenté le résultat de la consultation de jeudi lançant le Royaume-Uni sur la voie d'un Brexit.

“Prendre le destin d'un continent entier en otage pour des raisons relevant purement de la politique interne d'un parti serait inacceptable.”

MARTIN SCHULZ

Le président du Parlement européen, à l'adresse de David Cameron, peu pressé de notifier la volonté du Royaume-Uni de quitter l'Union.

“(Boris Johnson) est prêt à tout [...] pour devenir Premier ministre du Royaume-Uni, ou plutôt Premier ministre d'un royaume composé de l'Angleterre et du pays de Galles.”

GUY VERHOFSTADT
Président de l'Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe au Parlement européen.

“Aucun mur ne sera assez haut ni assez épais pour isoler l'Europe des défis du XXI^e siècle.”

PHILIPPE LAMBERTS

Coprésident du groupe des Verts au Parlement européen.

“Le Royaume-Uni ne sera pas le dernier Etat membre à quitter l'UE.”

NIGEL FARAGE

L'eurodéputé britannique et leader du parti europhobe Ukip, le grand vainqueur politique du référendum, a prédit la dislocation de l'Union européenne, mardi au Parlement européen.

9 septembre

LES TORIES DEVOILERONT LE NOM DU SUCCESSEUR DE CAMERON

Le nom du successeur du Premier ministre britannique David Cameron à la tête du parti conservateur, et du gouvernement, sera connu le 9 septembre, ont annoncé mardi les “Tories”, qui ont ainsi repoussé la date d'au moins une semaine. Les candidatures s'ouvriront mercredi et seront closes jeudi.

“Celui qui sort de la famille ne peut pas s'attendre à ce que tous ses devoirs disparaissent et que ses privilèges soient maintenus.”

ANGELA MERKEL

Chancelière allemande, devant les députés du Bundestag, le matin du 28 juin.

“J'ai été démocratiquement élu chef de notre parti pour un nouveau genre de politique par 60% des membres et partisans du Labour, je ne les trahirai pas en démissionnant.”

JEREMY CORBYN

Le chef du parti travailliste ne veut pas céder son poste, malgré la motion de défiance, non contraignante, votée un peu plus tôt à son encontre par les députés du Labour.

“Il y a eu un peu d'hystérie après le vote pour le Brexit.”

BARACK OBAMA

C'est “comme si en quelque sorte l'Otan avait disparu, l'alliance transatlantique s'était dissoute et chaque pays se recroquevillait dans son coin”, a déclaré mardi le président américain. Mais “ce n'est pas ce qui se passe”. “Je n'exagérerais pas” l'impact du Brexit.

La Belgique veut être ferme avec Londres

■ Malgré quelques réticences flamandes, Charles Michel veut faire sentir au Royaume-Uni que le Brexit aura un coût.

Si quelques voix se sont élevées en Flandre pour ne pas faire payer trop cher au Royaume-Uni son indécisif "Brexit", le gouvernement fédéral garde le cap. Ou dit vouloir le garder. Pour le Premier ministre Charles Michel, il s'agira, dans la préparation du divorce, de faire sentir aux Britanniques qu'ils seront moins bien hors de l'Union qu'à l'intérieur. Concrètement, qu'est-ce que cela implique? Il est trop tôt pour le dire. Mais, par exemple, le gouvernement fédéral trouverait anormal que l'Union européenne continue à payer les quelques centaines de fonctionnaires britanniques qui travaillent actuellement dans ses administrations.

Cette fermeté belge affichée n'est d'ailleurs pas un secret. Charles Michel a répété mardi matin, sur les ondes de la Première (RTBF), qu'il n'était "*pas prêt à payer la facture*" de la décision prise outre-Manche. Pourtant, le "16" ne veut pas non plus se créer un ennemi outre-Manche. Il s'agira donc de trouver un subtil équilibre avec le maintien de bons rapports économiques avec le Royaume-Uni.

"Welcome in Belgium", malgré la N-VA

Toutefois, le Premier ministre est passé rapidement à l'offensive sur ce terrain sensible: il veut attirer en Belgique les entreprises qui souhaitent quitter les îles

britanniques. "*Tout le monde en Europe est en train de se positionner à ce sujet, nous aussi*", confie une source fédérale. D'où la campagne "Welcome to Belgium" que Charles Michel va proposer au gouvernement fédéral.

Du côté de la N-VA, on a émis de sérieuses réserves à l'égard de cette opération de démarchage jugée fort agressive ("*La Libre*" du 27/06). Le chef du gouvernement flamand, le nationaliste Geert Bourgeois, a critiqué ouvertement l'idée de Charles Michel. Les exportations flamandes vers le Royaume-Uni s'élevaient à 27,4 milliards d'euros en 2015 et 270 entreprises britanniques sont installées en Flandre. Geert Bourgeois plaide donc en faveur d'un adoucissement des conséquences du Brexit pour préserver les susceptibilités britanniques. Mais ces réticences N-VA ne devraient pas influencer la ligne diplomatique de la Belgique, nous explique-t-on. La position belge a en effet été validée par les partenaires du gouvernement fédéral (y compris la N-VA, donc) la semaine dernière.

Europhilie belge

Au-delà des questions relatives aux intérêts économiques, on sent bien que Charles Michel tente d'incarner une certaine idée de l'UE, dans la tradition europhile de la Belgique qui prône davantage d'intégration. Il s'agit de se montrer dur avec le Royaume-Uni pour envoyer un message à d'autres pays membres qui pourraient se laisser tenter par des expériences similaires: on a plus à perdre qu'à gagner en détricotant la construction européenne.

F.C.

Les eurodéputés se serrent les coudes pour l'Union

■ Les groupes politiques pro-européens ont plaidé pour la défense de l'UE contre le nationalisme lors d'un débat au Parlement.

Monsieur Farage, vous n'avez pas fait le meilleur pour votre pays et l'Histoire le montrera. Nous, nous sommes en bonne compagnie ici. Nous sommes avec les chrétiens-démocrates, les libéraux, les verts, tous ceux qui veulent changer et sauver l'Europe", a déclaré l'Italien Gianni Pitella, leader des socialistes et démocrates au Parlement européen. Le résultat du référendum britannique a gommé les aspérités entre groupes politiques pro-européens, le temps d'un débat. Dans un hémicycle plein comme un œuf, leurs eurodéputés, toutes couleurs politiques confondues, ont fait front face aux eurosceptiques et aux populistes, dont l'eurodéputé britannique Nigel Farage, qui fut en première ligne de la campagne en faveur du Brexit.

Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, avait donné le ton. "Pourquoi êtes-vous ici ?", a-t-il demandé, faussement surpris, au leader du parti anti-européen Ukip. "Si aviez une once de décence, vous vous excuseriez auprès des Britanniques. Vous devriez avoir honte de vos mensonges !", lui a lancé, sévère, l'Allemand Manfred Weber, chef de file du Parti populaire européen (centre-droit et droite), sous le sourire narquois de Nigel Farage.

Qui attendait son tour pour savourer sa victoire. "Vous ne riez plus maintenant, n'est-ce pas ?", a-t-il déclaré, narguant ses collègues, avant de les accuser de n'avoir "jamais eu un vrai emploi". Huées, sifflements, cris de protestation ont explosé dans l'hémicycle, avant que le président du Parlement Martin Schulz ne coupe court pour demander aux députés de "ne pas se comporter comme le Ukip le ferait" et de fustiger les propos du Britannique.

S'opposer au populisme pour sauver l'Europe

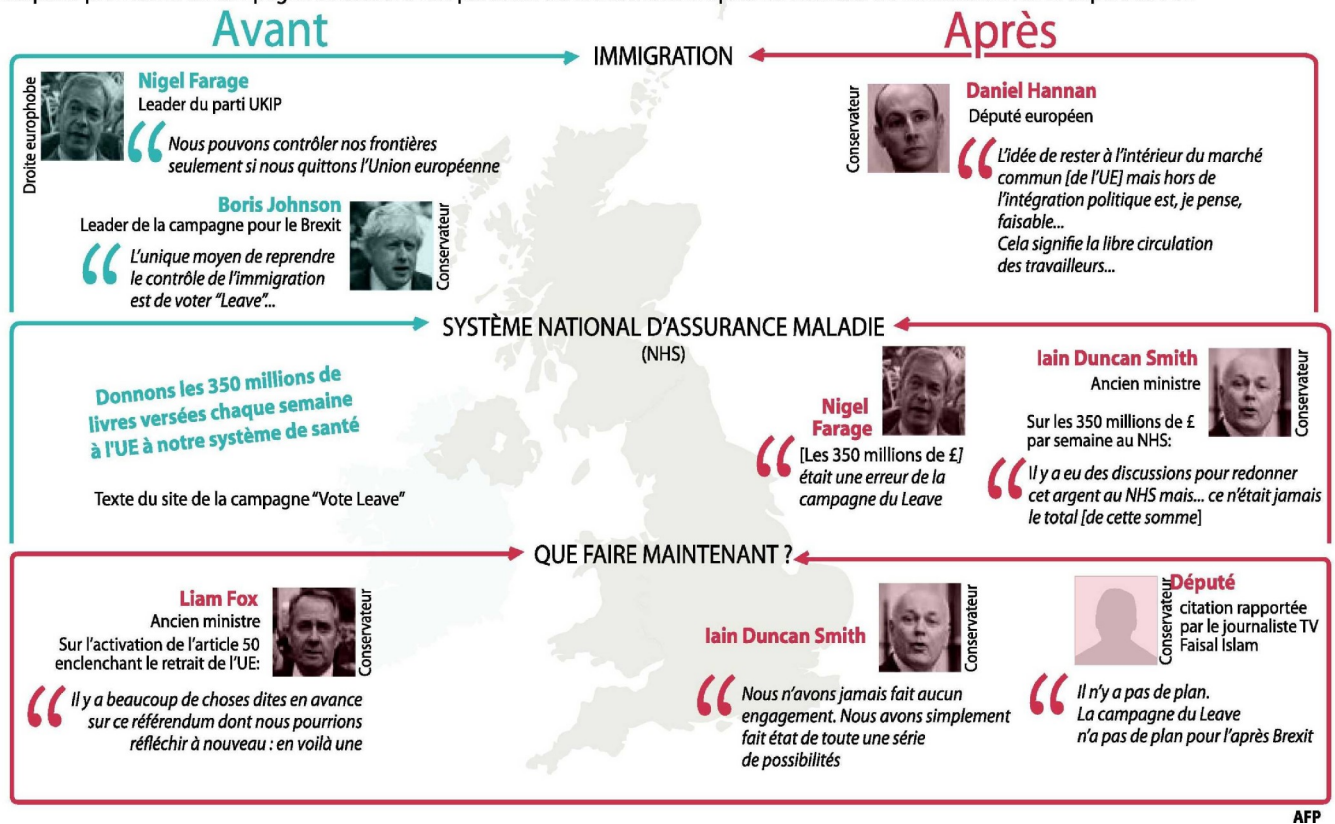
Pour beaucoup, s'opposer à Farage, c'est s'insurger contre ce qu'il représente : la xénophobie, le populisme et le désir de voir sombrer l'Union. "Il ne faut pas laisser les nations aux mains des nationalistes", a mis en garde Jean-Claude Juncker. Démocratie, paix, prospérité, sécurité,... les valeurs européennes ont été plus que jamais exaltées, comme pour prouver que le goût aigre du Brexit n'avait pas éteint l'envie d'Europe. "Nous [...] ne devrions pas attendre qu'un Parti conservateur désorienté se ressaisisse. Nous devrions aller de l'avant [...] vers un nouvel avenir pour notre Vieux Continent", a déclaré le Belge Verhofstadt, *numero uno* des libéraux-démocrates.

Si une majorité d'eurodéputés appellent à relancer dès à présent le projet européen, ils sont tout aussi impatients de voir le Royaume-Uni assumer le résultat du référendum : ils ont adopté une résolution non contraignante réclamant l'activation immédiate par Londres de la procédure de retrait de l'Union.

M.U.

LES DISCOURS DES PRO-BREXIT

Principales promesses de campagne et citations des partisans du Brexit avant et après les résultats du référendum sur le départ de l'UE



La Journée européenne

Do you speak encore English?

Ce qu'il y a de bien avec certains eurodéputés, c'est qu'ils ont le sens des priorités. Suite aux résultats du référendum britannique, certains élus français ont ainsi manifesté leur volonté de voir l'anglais radié de la liste des langues officielles utilisées au sein des institutions européennes. Au profit du chinois?

D'une crise à l'autre

Le tohu-bohu déclenché par le Brexit est d'une telle ampleur qu'on en oublierait presque que les chefs d'Etats et de gouvernement avaient initialement deux ou trois autres brouilles au menu de ce sommet. Le dossier migratoire, par exemple, qui était encore il y a trois mois à peine au centre d'une autre grosse crise entre les Européens. Comme quoi tout passe, tout lasse... Sauf surprise, les dirigeants de Vingt-huit – (pardon, des Vingt-sept + un) devaient normalement donner leur feu vert à l'implémentation de la nouvelle stratégie migratoire proposée début juin par la Commission européenne. Pour rappel, cette nouvelle approche vise à dissuader les migrants économiques – et dans certains cas les demandeurs d'asile, même si ce n'est pas ouvertement affiché – de prendre le chemin de l'exil en améliorant leurs conditions de vie dans leur pays d'origine ou de séjour. Quitte à utiliser l'instrument de l'aide au développement pour "forcer" la coopération de certains pays pauvres.

Une attitude qui suscite une énorme indignation parmi les organisations non gouvernementales qui estiment que ce plan poursuit pour seul objectif "de freiner la migration, aux dépens de la crédibilité européenne et de l'effet de levier dans la défense des valeurs fondamentales et des droits de l'homme". Cela tombe bien, les valeurs européennes sont un des sujets dont devraient débattre les Vingt-sept au cours des prochains mois, alors qu'ils vont tenter de recoller les morceaux de leur Union.

Mensonge, quand tu nous tiens

"Ce n'est pas la philosophie de l'UE que les foules décident de leur sort." Attribuée à l'Allemand Martin Schulz, ci-devant président du Parlement européen, cette déclaration a fait frissonner de bonheur les eurosceptiques. Après avoir lu ça, de quelle preuve supplémentaire a-t-on besoin pour démontrer à quel point l'Union est arrogante, antidémocratique et malsaine? Le Parlement européen est le cœur de la démocratie de l'UE. Le président de cette institution a dévoilé son mépris pour les citoyens en prononçant cette phrase. Donc, il faut détruire l'Union européenne. CQFD, le tour est joué, concluent les adversaires de l'Union. Sauf que... cette déclaration est aussi fausse que les mensonges perpétrés par les "Brexiters" pour convaincre les Britanniques de tourner le dos à l'Europe. Le blog des Décodeurs du journal "Le Monde" a remonté la longue chaîne de reprises de cette citation pour au final réaliser qu'elle provient d'un site satirique allemand. Les blogs souverainistes et europhobes qui se sont jetés sur cette citation n'ont donc

pas daigné vérifier leurs sources. Donc, ils ne s'assurent pas toujours de dire la vérité. Donc il ne faut jamais les croire. CQFD, le tour est joué?

L'équipe d'Angleterre prend les devants

Non, ce n'est pas bien de rire du malheur des autres. Vraiment pas bien. Il n'empêche que dans le contexte que l'on connaît, la défaite de l'Angleterre face aux valeureux Islandais, en huitième de finale de l'Euro 2016 de football, était un appel irrésistible aux utilisateurs des réseaux sociaux qui ne se sont pas privés de tisser le lien entre l'élimination de l'équipe à la Rose et les conséquences d'un certain référendum (sur la sortie du Royaume-Uni de l'UE, nous dit-on). Morceaux choisis. "L'Angleterre a perdu contre l'Islande mais refuse de quitter le tournoi tant que le nouveau leader des conservateurs n'aura pas formellement notifié à l'UEFA qu'elle quitte la compétition", a ainsi tweeté l'inspiré @miloslabovic. "L'Islande dégrade la note de l'Angleterre de 'possible vainqueur du tournoi' à 'éliminée'", a-t-on également lu sur le fil de l'oiseau bleu. On a beaucoup ri du montage photo mettant côté à côté le joueur islandais Gudjohnsen et l'ex-maire de Londres et partisans du Brexit "Bad Johnson" (c'est un jeu de mots). Même la commissaire européenne en charge du Commerce, la Suédoise Cecilia Malmström n'a pas pu se retenir de vanter les Anglais, sous couvert de fraternité scandinave: "Wow, quel match de l'Islande. Félicitations? Est-ce déjà le Brexit?" Quand ça ne veut pas...

